

(1)
(N° 51)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 DÉCEMBRE 1923.

**Projet de loi réglant le placement des fonds des Sociétés mutualistes
reconnues ⁽¹⁾.**

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. **HEYMAN**.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui nous est soumis fut voté par le Sénat à l'unanimité, dans sa séance du 8 août 1923.

M. Rongy, rapporteur, en finissant le discours qu'il prononçait pour exposer la portée du projet, disait : « Nous considérons que le projet vient à son heure » et constitue une heureuse innovation. Les fédérations et les mutualités » l'accueilleront avec plaisir et sauront gré au Gouvernement d'avoir, non seulement hâté le dépôt du projet, mais encore d'en avoir demandé le vote urgent. »

Dans son exposé de motifs, M. le Ministre de l'Industrie et du Travail expose comme suit les raisons qui justifient de ce projet :

« L'article 18 de la loi du 23 juin 1894 dispose que l'encaisse des sociétés mutualistes reconnues ne peut dépasser 5 francs par membre ni la somme de 1,000 francs. Pour le surplus, il porte l'obligation pour ces associations de déposer leur avoir à la Caisse d'Épargne sous la garantie de l'État ou de le convertir, soit en fonds publics belges ou autres valeurs garanties par l'État, soit en obligations sur les provinces, les villes ou les communes de la Belgique.

» Il les autorise, toutefois, à confier leurs capitaux à des sociétés coopératives de crédit à responsabilité solidaire et illimitée.

» Cette réglementation qui répondait aux besoins de la mutualité, il y a trente ans, est devenue trop étroite.

(1) Projet de loi, n° 5.

(2) La Commission, présidée par M. DE BRUYCKER, était composée de MM. DE BRUYCKER, DE BRUYNE (A.), DELATTRE, HEYMAN, PECHER et VAN SCHUYLENBERGH.

» Nombreuses sont les sociétés dont l'effectif atteint 500 membres et plusieurs d'entre elles dépassent même le chiffre de 10,000 affiliés. Près de 2,400 sociétés assurent le service médico-pharmaceutique familial à environ 2,000,000 de personnes. D'ailleurs, aujourd'hui, la tendance vers la concentration des effectifs se manifeste d'une façon marquée et les petites mutuelles paraissent condamnées à disparaître à bref délai. Le développement des organisations fédératives est parallèle à celui de la mutualité primaire. Une institution de l'espèce perçoit annuellement des cotisations s'élevant à plus de 200,000 francs pour l'assurance contre l'invalidité et à plus de 500,000 francs pour le service médico-pharmaceutique. Son avoir représente largement 500,000 francs.

» Dans ces conditions, la stricte application de l'article 18 de la loi du 23 juin 1894, limitant l'encaisse à une somme de 1,000 francs est excessive et de nature à paralyser dangereusement l'action des institutions mutualistes.

» Par suite de l'accroissement du nombre de leurs membres et de la majoration des indemnités, les engagements des sociétés et, par suite, leurs besoins courants en fonds disponibles, sont devenus beaucoup plus considérables que par le passé; pour y faire face régulièrement, les mutualités doivent avoir à leur disposition immédiate des sommes dépassant, bien souvent, le maximum actuellement admis.

» Aussi le projet de loi les autorise (alinéa 1^{er}) à conserver liquide la somme qui paraît nécessaire pour couvrir les dépenses du mois. Elle est fixée en rapport avec les recettes annuelles et ne peut excéder le douzième de celles-ci.

» L'expérience prouve que, normalement, cette somme est suffisante.

» Cependant, comme un grand nombre de sociétés doivent, à des époques déterminées, faire face à des échéances particulièrement importantes, relatives, notamment, au service médico-pharmaceutique, la disposition de principe ci-dessus a été tempérée en ce sens que les mutualités sont autorisées à placer, jusqu'à la fin de l'exercice, le montant de leurs recettes annuelles dans un établissement de crédit désigné par le conseil d'administration (alinéa 5 du projet).

» Ce placement pourra avoir lieu sous la forme de « compte courant » ou de toute autre manière permettant de disposer des fonds sans délai.

» Il devra être entouré de garanties spéciales qui seront déterminées par un arrêté royal (alinéa 7 du projet).

» En ce qui concerne le placement définitif des fonds sociaux, le texte destiné à remplacer l'article 18 de la loi du 23 juin 1894 maintient en principe les règles de cette disposition. Mais, eu égard à l'importance parfois très considérable de ces fonds par suite du développement signalé ci-dessus des opérations des sociétés mutualistes, nous avons cru nécessaire d'édicter des mesures nouvelles de sécurité contre les abus, les pertes et les vols, en ce qui concerne la partie de l'avoir social transformée en titres. Ceux-ci doivent, dans la quinzaine de l'achat, être déposés au nom de la société dans un établissement de crédit (alinéa 3 du projet).

» Un arrêté royal réglera minutieusement les formalités et conditions à observer pour le dépôt et le retrait de ces valeurs (alinéa 7 du projet).

* .

L'honorable rapporteur du Sénat ajoutait à cet exposé de M. le Ministre les considérations suivantes :

« Étant données l'ampleur et la puissance acquises par les fédérations et les sociétés de mutualité, il importe de leur permettre une action en rapport avec leurs multiples services et en vue de leur développement.

» Celui-ci ne tardera pas à se produire grâce à la loi nouvellement votée, facilitant aux petites sociétés, ainsi qu'aux plus grandes, la fusion entre elles. Il en résultera inévitablement un nouvel essor vers une centralisation toujours plus forte qui déterminera les mutualités et les fédérations à créer de nouveaux et importants services. Déjà bon nombre d'entre elles ont mis sur pied, à côté de l'indemnité et des soins médicaux ordinaires, tout un service important de chirurgie et d'hospitalisation, étendus à la famille entière des affiliés.

» Beaucoup de mutualités entrent dans la lutte contre la tuberculose, contre la syphilis et autres fléaux; créent des caisses de maternité, de veuves et d'orphelins, autant d'innovations heureuses qui les contraignent à industrialiser leur administration.

» Les membres de la Commission n'ignorent pas cette situation et il s'en réjouissent profondément.

» C'est pour cette raison qu'ils sont unanimes à vous proposer le vote du projet qui est soumis au Sénat par le Gouvernement. »

C'est pour toutes ces raisons, exposées au Sénat, que votre Commission demande unanimement à la Chambre d'approuver à son tour le projet de loi qui lui est soumis.

Le Rapporteur,
HENRI HEYMAN.

Le Président,
C. DE BRUYCKER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 DECEMBER 1923.

**Wetsontwerp waarbij het beleggen van de gelden der erkende mutualiteits-
vereenigingen wordt geregeld ⁽¹⁾.**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

Het bij ons aanhangig gemaakte wetsontwerp werd door den Senaat, in zijne vergadering van 8 Augustus 1923, met eenparige stemmen aangenomen.

De heer Rongy, verslaggever, besloot zijne redevoering, waarin hij de betekenis van het ontwerp uiteenzette, als volgt : « Wij zijn van gevoelen dat het ontwerp te gepaster tijd komt en een heilzame nieuwigheid uitmaakt. De verbonden en de mutualiteiten zullen het met voldoening onthalen en dank weten aan de Reggering van, niet alleen de indiening van het ontwerp verhaast te hebben, maar nog de onverwijlde goedkeuring er van te hebben aangevraagd. »

In zijne Memorie van Toelichting, zet de Minister van Nijverheid en van Arbeid de redenen, welke zijn ontwerp verrechtvaardigen, op de volgende wijze uiteen :

« Bij artikel 18 van de wet d.d. 23 Juni 1894, wordt bepaald dat het inkas der erkende mutualiteitsvereenigingen geen 5 frank per lid noch de som van 1,000 frank mag overschrijden. Overigens, worden die vereenigingen er door verplicht hun vermogen te storten in de Spaarkas onder den waarborg van den Staat of het om te zetten 't zij in openbare Belgische fondsen of andere door den Staat gewaarborgde waarden, 't zij in obligaties op de provinciën, steden of gemeenten van België.

» Evenwel worden zij er door gemachtigd hun kapitaal aan kredietscoopera-

(1) Wetsontwerp, n^o 8.

(2) De Commissie, voorgezet en door den heer DE BRUYCKER, bestond uit de heeren DE BRUYCKER, DE BRUYNE (Aug.), DELATRE, HEYMAN, PECHER en VAN SCHUYLENBERGH.

tievereenigingen, met elk heele en onbepaalde verantwoordelijkheid, toe te vertrouwen.

» Bedoelde regeling, die, dertig jaar geleden, aan de behoefte der mutualiteit voldeed, is thans niet ruim genoeg meer.

« Talrijk zijn de vereenigingen, waarvan het ledental tot 500 loopt en verscheidene onder hen tellen zelfs meer dan 10,000 leden. Bij de 2.400 vereenigingen verzekeren aan ongeveer 2,000,000 personen den medisch-pharmaceutischen gezinsdienst. Overigens is er thans een strekking om de bestaande instellingen meer en meer samen te trekken en de kleine mutualiteitsvereenigingen schijnen veroordeeld om heel in 't kort te moeten verdwijnen.

» De verbondsinstellingen ontwikkelen zich in gelijke mate als die der primaire mutualiteit. Een soortgelijke instelling int jaarlijks bijdragen, die, voor de verzekering tegen de invaliditeit, meer dan 200,000 frank, en voor den medisch-pharmaceutischen dienst meer dan 500,000 frank beloopt. Haar vermogen stemt met ruim 500,000 frank overeen.

» In die omstandigheden, is de gestrengde toepassing van artikel 18 van de wet d. d. 23 Juni 1894, waarbij het inkas op een som van 1,000 frank wordt beperkt, overdreven en van aard de werking van de mutualiteitsinstellingen op een gevaarlijke wijze te verlammen.

» Wegens het aangroeiend ledental en het vermeerderen der vergoedingen, zijn de verbintenissen der vereenigingen en, diensgevolge, hun gewone behoeften aan beschikbare gelden aanzienlijker dan vroeger geworden; om daaraan geregeld te voldoen, dienen de mutualiteitsvereenigingen onmiddellijk sommen te hunner beschikking te hebben, die heel dikwijls het thans aangenomen maximum overschrijden.

» Ook worden zij door het wetsontwerp (alineea 1) er toe gemachtigd de som ter beschikking te houden, die noodig schijnt om de uitgaven van één maand te dekken. Die som wordt in overeenstemming met de jaarlijksche ontvangsten vastgesteld en mag het twaalfde daarvan niet overschrijden.

» De ondervinding heeft er van laten blijken dat in normale omstandigheden, bedoelde som voldoende is.

» Nochtans daar een groot aantal vereenigingen, op bepaalde tijdstippen, bijzonder aanzienlijke vervallen bedragen moet betalen, die namelijk met den medisch-pharmaceutischen dienst in verband staan, wordt de bepaling omtrent bovenvermeld beginsel in dien zin gematigd dat de mutualiteitsvereenigingen er toe gemachtigd worden, tot het einde van het dienstjaar, het bedrag van hun jaarlijksche ontvangsten in een door den Bestuursraad aangeduide kredietinstelling te beleggen (alineea 5 van het ontwerp).

» Bedoelde belegging mag geschieden onder den vorm van « Rekening-courant » of onverschillig op welke manier, die toelaat, onverwijld, de gelden ter beschikking te hebben.

» Daarvoor dienen speciale waarborgen te bestaan, die bij een Koninklijk besluit dienen bepaald (alineea 7 van het ontwerp).

» Wat het voorgoed beleggen van het vereenigingsvermogen betreft, de tekst, ter vervanging van artikel 18 van de wet d. d. 23 Juni 1894 opgegeven,

handhaaft in beginsel de regels dier bepaling. Maar gelet op de soms aanzienlijke belangrijkheid der gelden ingevolge de bovenuiteengezette ontwikkeling van de verrichtingen der mutualiteitsverenigingen, hebben wij het noodig geacht nieuwe beveiligingsmaatregelen uit te vaardigen tegen misbruiken, verliezen en diefstallen, wat betreft het gedeelte van het vereenigingsvermogen, dat in effecten werd omgezet. Deze dienen binnen de veertien dagen nadat ze werden aangekocht, in naam van de vereeniging in een kredietinstelling belegd (alineea 3 van het ontwerp).

» Een Koninklijk besluit zal nauwkeurig de formaliteiten bepalen en de vereischten stellen voor het beleggen en het afhaken dier waarden (alineea 7 van het ontwerp). »

*
* *

De achtbare verslaggever van den Senaat voegde aan 's ministers uiteenzetting volgende beschouwingen toe :

« Met het oog op de uitbreiding en de macht welke de mutualiteitsverbonden en -maatschappijen hebben verkregen, moet hun werkkring in verhouding worden gesteld tot hunne veelvuldige diensten en hunne uitbreiding.

Deze uitbreiding zal niet lang uitblijven, dank zij de nieuwe wet, waardoor de versmelting onder geringe maatschappijen zoowel als onder aanzienlijke wordt vergemakkelijkt. Daaruit moet onvermijdelijk een nieuwe streving volgen naar eene steeds sterker wordende centralisatie, waardoor de mutualiteiten en de verbonden er zullen toe gebracht worden nieuwe en aanzienlijke diensten in te richten. Tal van deze maatschappijen hebben reeds, benevens de gewone vergoeding en de gewone medische zorgen, een uitgebreiden dienst ingericht van heelkunde en hospitalisatie voor gansch de familie der aangeslotenen.

» Tal van mutualiteiten hebben den strijd aangeboden tegen de tering, de syphilis en andere kwalen; brengen kassen voor moederzorg, voor weduwen en weezen tot stand, zijnde heilzame invoeringen die de industrialisatie van het bestuur eischen.

» De leden der Commissie zijn met dezen toestand bekend en verheugen er zich over.

» Om deze redenen stellen zij U, eensgezind, het ontwerp ter goedkeuring voor, dat door de Regeering aan den Senaat wordt onderworpen. »

En om deze in den Senaat uiteengezette redenen vraagt uwe Commissie, met eenparigheid van stemmen, dat de Kamer op hare beurt het haar voorgestelde ontwerp zou goedkeuren.

De Verslaggever,
HENDRIK HEYMAN.

De Voorzitter,
C. DE BRUYCKER.